



Prestations de traiteurs pour
l'École polytechnique et l'Institut
polytechnique de Paris (IP Paris) /
Petit déjeuner – pause-café -
pause gourmande et pause
internationale « type brunch »
(Marché réservé)

Règlement de la consultation (RC)

| | |
|--------------------------------|---|
| Consultation n° | MX25-062 |
| Date limite de remise des plis | 08/ 07/ 2025 à 15 heures |
| Procédure de passation | Procédure adaptée (Article R.2123-1-3° - Code de la commande publique) |

Adresse d'accès aux documents de consultation et de remise des plis :

www.marches-publics.gouv.fr

Le présent document décrit les modalités et les conditions dans lesquelles les réponses des candidats doivent être apportées. Les candidats sont invités à en prendre connaissance avant la remise de leur offre. La participation à la consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement.

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Ecole polytechnique

Direction des Achats

Représentant : Laura CHAUBARD Présidente du conseil d'administration par intérim

Adresse : Ecole polytechnique

Route de Saclay

91128 Palaiseau

Téléphone : 0169333230











La personne en charge du dossier est : Lydie Quanbouli - Acheteur négociateur

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Prestations de traiteurs pour l'École polytechnique et l'Institut polytechnique de Paris (IP Paris) : Petit déjeuner – pause-café - pause gourmande et pause internationale « type brunch ».

| Code CPV | Libellé CPV |
|----------|-------------------|
| 55520000 | Services traiteur |

■ Caractéristiques principales du contrat :

| | | |
|---|-----------------------|--|
|  | Objet du contrat | Prestations de traiteurs pour l'École polytechnique et l'Institut polytechnique de Paris (IP Paris) / Petit déjeuner – pause-café - pause gourmande et pause internationale « type brunch » (Marché réservé) |
|  | Acheteur | Ecole polytechnique |
|  | Type de contrat | Accord-cadre mono-attributaire de services |
|  | Structure | Lot unique |
|  | Lieu d'exécution | Ecole polytechnique Route de Saclay 91128 PALAISEAU CEDEX Institut polytechnique de Paris (IP Paris) Route de Saclay 91128 PALAISEAU CEDEX |
|  | Durée | 12 mois – Reconductible 3 fois 12 mois |
|  | Développement durable | Clause environnementale |
|  | Pénalités de retard | Cf Article 8 du CCAP |
|  | Variation des prix | Révisables (formule) |
|  | Nature des prix | Prix unitaires |

■ Allotissement de la consultation :

La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : Impossibilité d'assurer l'organisation, le pilotage, et la coordination du marché.

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Marché passé selon une procédure adaptée ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques, conformément aux dispositions de l'article R.2123-1-3° du code de la commande publique.

■ Montants maximum annuels :

L'accord-cadre est sans minimum et avec maximum, conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique. Les montants maximums annuels sont répartis de la manière suivante :

Ecole polytechnique

Lot 1 : 200 000 euros HT annuel maximum

IP Paris

Lot 1 : 30 000 euros HT annuel maximum

Les montants annuels maximums indiqués sont donnés à titre estimatif et ne présentent aucun caractère contractuel.

■ Nombre d'attributaire :

L'accord-cadre est mono attributaire.

■ Marché public réservé :

Il est fait application des articles L.2113-14 et R.2113-7 du code de la commande publique : le présent accord-cadre est réservé aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et/ou défavorisés et qui sont des Entreprises adaptées (EA), des établissements et services d'aide par le travail (ESAT), des Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou des structures équivalentes, mentionnées aux articles L.2113-12 à L.2113-13 du code de la commande publique.

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation « **MX25-062** » est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- RC et ses 3 annexes ;
- Acte d'engagement ;
- BPU ;
- Cadre de réponse technique ;
- CCAP ;
- CCTP.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 180 jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ Variantes :

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées. L'offre des candidats doit respecter le CCAP et le CCTP dans leur intégralité.

■ Niveaux minimums de participation :

L'Acheteur impose aux candidats des niveaux minimums de capacité. Les candidats en apportent la preuve par tout moyen.

Les garanties professionnelles, techniques et financières des candidats sont jugées suffisantes si elles satisfont aux niveaux de capacités suivants :

- Niveau de capacités économiques et financières exigé : Le candidat doit avoir réalisé au minimum 150 000 euros HT de chiffre d'affaires sur des prestations de traiteurs et/ou de plateaux repas sur le dernier exercice disponible.
- Niveau de capacités techniques et professionnelles exigé : Le candidat doit avoir un effectif moyen annuel, sur les trois dernières années de 10 personnes.

■ Contenu des plis et conditions de participation :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

| Document | Descriptif |
|--|--|
| Situation juridique | |
| Lettre de candidature (DC1) | Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie) |
| Déclaration du candidat (DC2) | Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie) |
| Document unique de marché européen (DUME) du règlement européen n°2016-7 du 5 janvier 2016 relatif aux marchés publics | Au lieu de fournir les DC1 et DC2, le candidat peut fournir le Document unique de marché européen (DUME) du règlement européen n°2016-7 du 5 janvier 2016 relatif aux marchés publics |
| Capacité technique et professionnelle | |
| Cadre de présentation des capacités techniques, financières et professionnelles | Annexe n°3 au présent RC à remplir obligatoirement. Le format du document doit être impérativement respecté. Aucun renvoi à d'autres documents n'est accepté et sera pris en compte. |
| Autres justificatifs | |
| Agrément | Le soumissionnaire devra être titulaire de l'agrément sanitaire communautaire ou à défaut, de la dérogation à l'obligation d'agrément sanitaire dans les conditions prévues par l'arrêté du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et denrées alimentaires autres que les produits d'origine animale et les denrées alimentaires en contenant ; et l'arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant. |
| Informations relatives au marché réservé | Pour les ESAT : Une copie de l'autorisation donnée par l'agence régionale de santé en cours de validité, accordant le statut d'établissement médical et social au sens de l'article 312 I 5° a) du Code de l'action sociales et des familles (CASF) Pour les EA : copie ou extrait du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) en cours de validité liant la structure à l'Etat reconnaissant à l'entreprise le statut d'entreprise adaptée Pour les structures équivalentes aux EA/ESAT : tout élément permettant de vérifier que la structure emploie effectivement au moins 50% de travailleurs handicapés qui ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales (Art. L 5213-13-1 du C. du travail ou art. L344-2 du CASF) Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine. |

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles **(une note explicative concernant le DUME est en annexe n°1 du présent Règlement de Consultation).**

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre est composée des documents suivants :

| Document | Descriptif |
|----------------------------|--|
| Acte d'engagement | <i>Acte d'engagement complété en indiquant le pourcentage de remise sur le tarif public du catalogue</i> |
| BPU | <i>Bordereau de Prix Unitaires complété</i> |
| Cadre de réponse technique | <i>Cadre de réponse technique complété</i> |
| Catalogue | |

Dans la mesure du possible, il est demandé aux candidats de remettre le bordereau de prix (BPU) aux formats Excel et Word.

En cas de discordance entre l'offre globale du fournisseur et la décomposition de cette offre, l'offre globale prévaut. Les éventuelles erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont rectifiées par l'acheteur et le montant rectifié est pris en compte pour l'analyse des offres.

■ **Modalités de remise des offres :**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Les candidats devront bien réunir les fichiers à déposer dans un répertoire zippé avant de le déposer sur PLACE. L'outil zip est en libre téléchargement depuis PLACE entreprise sur Accueil /aide/Outils informatiques.

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier le dépositaire. Il n'y a pas d'obligation de signature électronique des documents du contrat listés dans le présent RC, transmis par voie électronique.

Toutefois, les documents du contrat devront être signés électroniquement par le candidat sélectionné lors de l'attribution du contrat.

Une note explicative concernant la signature électronique est jointe en annexe n°2 du présent Règlement de Consultation.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Les copies de sauvegarde peuvent être transmises par voie électronique avant la date de remise des offres indiquée en 1ère page du présent document à l'adresse suivante : sda.procedure@polytechnique.fr

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule

responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Rappel : Dans le cas d'envoi de plusieurs plis par le même candidat, seul le dernier transmis sur la plateforme des achats de l'Etat et reçu dans les délais sera pris en compte.

Avertissement technique

En disposant d'une bande passante effective de 128 kbps, une minute est nécessaire pour télécharger un fichier de 1 Mo. L'attention des candidats est donc attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux : c'est en effet la date et l'heure de fin d'acheminement qui font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée. Les candidats sont donc invités à intégrer les marges de manœuvre nécessaires à leur processus de réponse, et à tenir compte des délais d'acheminement. Il est vivement conseillé aux candidats de déposer leur pli électronique avant la dernière heure qui précède celui de la date et de l'heure de remise des plis comme indiqué dans le présent règlement de la consultation

L'Ecole polytechnique ne peut être tenue pour responsable du délai d'acheminement d'un pli électronique.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

■ Dépôt des attestations et certificats :

Le profil acheteur PLACE met à disposition des entreprises un coffre-fort électronique afin de déposer les certificats et attestations suivantes :

- certificat de régularité fiscale ;
- certificat de régularité sociale ;
- cotisation employeur MSA.

En déposant ces documents directement dans ledit coffre, vous êtes déchargé de votre obligation de transmission à l'Ecole polytechnique lors de l'attribution du contrat. Si ce n'est pas déjà disponible dans votre offre, il vous sera uniquement demandé la liste des travailleurs étrangers (ou à défaut, une attestation sur l'honneur indiquant que vous n'en employez pas) et l'extrait K-bis.

L'accès audit coffre n'est possible qu'une fois votre entreprise authentifiée sur la plateforme PLACE. Celui-ci est accessible sur la page d'accueil dans la rubrique espace documentaire - coffre-fort entreprise. Si vous optez pour ce dépôt, il est nécessaire de rendre accessible les documents déposés dans le coffre-fort.

Pour plus d'informations, vous pouvez vous référer au guide utilisateur entreprise (lien : <https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/guide-esr-2017/place/GuideUtilisateurEntreprise.zip>).

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Les différentes étapes de la sélection :

- **Analyse des offres initiales** : pour tous les soumissionnaires.

- **Dégustation** : uniquement pour les soumissionnaires qui sont classés, à l'issue de l'analyse des offres initiales, aux 2 premiers rangs.

- **Analyse des offres finales** : uniquement pour les soumissionnaires qui sont classés, à l'issue de la dégustation, aux 2 premiers rangs.

- **Négociation** (critère technique et/ou critère financier) : uniquement pour les soumissionnaires qui sont classés, à l'issue de l'analyse des offres finales, aux 2 premiers rangs.

■ Critères de jugement des offres – Offre initiale :

Sur la base du cadre de réponse technique, les offres sont analysées et classées en fonction des critères et sous-critères suivants :

| Critères et sous-critères de notation | Pondération |
|---|-------------|
| Critère 1 : Qualité technique de l'offre | 50 |
| Sous-critère 1.1 : <i>Composition des pâtisseries, mignardises et autres produits proposées</i> | 20 |
| Sous-critère 1.2 : <i>Catalogue du candidat</i> | 20 |
| Sous-critère 1.3 : <i>Processus de commande, délais de commande appliqués</i> | 10 |
| Critère 2 : Développement durable | 20 |
| Sous-critère 2.1 : <i>Quelles sont les mesures prises pour lutter contre le gaspillage alimentaire ?</i> | 5 |
| Sous-critère 2.2 : <i>Quelles sont les démarches mises en œuvre pour la gestion des déchets et la réduction du volume des emballages, la démarche anti gaspillage pour l'exécution du contrat ?</i> | 10 |
| Sous-critère 2.3 : <i>Mise en place d'autres actions pour réduire votre impact environnemental</i> | 5 |
| Critère 3 : Montant total du DQE au regard du BPU complété | 30 |

Modalités de calcul des notes :

- **Pour la valeur financière : La note attribuée sur ce critère sera fondée sur l'application au BPU d'un détail quantitatif estimatif (DQE). Le DQE pour chacun des lots, constitue un scénario de commande permettant de juger financièrement les offres des candidats. Le DQE n'est pas publié et non communiqué aux candidats.**

Les critères sont notés : Addition des notes obtenues pour chacun des sous-critères

La note totale est notée : Addition des notes des critères sur 100

■ **Critères de jugement des offres – Offre finale :**

- pour les 2 premiers rangs.

| Critères et sous-critères de notation | Pondération |
|---|-------------|
| Critère 1 : Qualité technique de l'offre | 30 |
| Sous-critère 1.1 : <i>Composition des pâtisseries, mignardises et autres produits proposées</i> | 15 |
| Sous-critère 1.2 : <i>Catalogue du candidat</i> | 10 |
| Sous-critère 1.3 : <i>Processus de commande, délais de commande</i> | 5 |
| Critère 2 : Développement durable | 20 |
| Sous-critère 2.1 : <i>Quelles sont les mesures prises pour lutter contre le gaspillage alimentaire ?</i> | 5 |
| Sous-critère 2.2 : <i>Quelles sont les démarches mises en œuvre pour la gestion des déchets et la réduction du volume des emballages, la démarche anti gaspillage pour l'exécution du contrat ?</i> | 10 |
| Sous-critère 2.3 : <i>Mise en place d'autres actions pour réduire votre impact environnemental</i> | 5 |
| Critère 3 : Montant total du DQE au regard du BPU complété | 30 |
| Critère 4 : Tests de dégustation | 20 |
| Sous-critère 4.1 : <i>La fraîcheur des produits</i> | 10 |
| Sous-critère 4.2 : <i>La qualité de la présentation dont finition des pièces et dressage</i> | 10 |
| Sous-critère 4.3 : <i>L'originalité dans le choix et les associations de produits</i> | 10 |
| Sous-critère 4.4 : <i>L'art de la table</i> | 10 |

| Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants : | |
|---|--|
| Offre hors délai | Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation. |
| Offre anormalement basse | Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. |
| Offre inappropriée | L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur. |
| Offre irrégulière | L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur. |
| Offre inacceptable | Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat. |

■ **Précisions sur les tests de dégustation obligatoires :**

La dégustation présente un caractère obligatoire pour les soumissionnaires classés aux 2 premiers rangs à l'issue de l'analyse des offres initiales :

Le calendrier et les modalités de remise des échantillons, le contenu des échantillons ainsi que le nombre de goûteurs sera indiqué ultérieurement par courriel à chaque candidat via la PLACE, à l'adresse mail qu'il aura fourni après la remise des offres. Un préavis minimal de trois (3) jours ouvrés sera respecté.

Les échantillons seront impérativement livrés à :

Ecole polytechnique
Route de Saclay
91128 PALAISEAU Cedex

Et conditionnés dans des casiers réfrigérés afin de permettre le transport et la conservation des échantillons jusqu'au moment des tests de dégustation. Les tests ne seront pas faits en présence de l'entreprise candidate. Afin que son offre puisse être analysée dans les meilleures conditions, chaque candidat devra respecter les dates et horaires fixés entre eux et l'Ecole polytechnique.

Chaque candidat devra donc proportionner ses échantillons au groupe de goûteurs. Il est entendu que les prestations fournies après obtention du marché demeurent de qualité gustative et visuelle équivalente. Aucun nom ou signe distinctif d'un traiteur doivent apparaître lors de ce test.

Aucun échantillon ne sera rendu. Les soumissionnaires ne pourront prétendre à aucun dédommagement au titre de la préparation, de la fourniture, du conditionnement et de la livraison des échantillons.

Les échantillons seront utilisés pour juger de la qualité esthétique et gustative.

La non présentation d'un candidat à la dégustation le jour et à l'heure fixé par l'administration est éliminatoire.

■ **Négociation :**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit ou non de procéder à une négociation avec les 2 candidats ayant remis les offres jugées les plus intéressantes, suite au deuxième classement.

La négociation est engagée librement avec les candidats sélectionnés. La négociation est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix. L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères du présent règlement.

Le classement final sera établi sur cette base. Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec le ou les candidats retenu(s) par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'échanges écrits, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le courriel.

En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

A l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale dans un délai maximal indiqué lors des échanges. Ce délai de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats. Les soumissionnaires ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique.

■ **Régularisation des offres :**

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

■ **Offres anormalement basses :**

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ **Documents à produire par l'attributaire :**

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

| Document | Descriptif |
|---|--|
| Assurances | Les polices et attestations d'assurance en cours de validité dans le domaine objet du présent marché, spécifiant que l'entreprise est assurée pour les responsabilités qui découlent de son activité spécifique dans le cadre des prestations visées dans l'objet du présent marché et couvrant tous les risques dont elle pourrait être reconnue responsable dans les conditions du droit commun. |
| Certificat de régularité fiscale | Attestation délivrée par la DGFiP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales |
| Certificat de régularité sociale | Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise |
| IBAN/RIB | IBAN/RIB |
| Liste nominative des salariés étrangers | La pièce mentionnée aux articles D. 8254.2 à D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Si vous n'employez pas de salarié étranger, une déclaration sur l'honneur l'attestant est suffisante |
| N°SIREN | Le numéro d'identification de l'entreprise (SIREN) délivré par l'INSEE |
| Redressement judiciaire | Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire |

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

■ Demande de renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

TA de Versailles
56 avenue de Saint Cloud
78011 Versailles
Téléphone : 0139205400
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : Remy Donfrancesco (remy.donfrancesco@polytechnique.edu) ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)